**Appel à communications**

**Pour le Colloque international de la Chaire Unesco « Pratiques émergentes en technologies et communication pour le développement », Université Bordeaux Montaigne**

Titre : **Penser le rapport à** l’**IA et aux technologies numériques : pouvoirs, résistances, innovations**

**Présentation**

Les technologies numériques constituent un facteur central de mutation des sociétés contemporaines, l’intelligence artificielle représentant l’un de leurs vecteurs les plus significatifs. Elles sont à la fois porteuses de promesses d’innovation et de participation, et vectrices de dépendances, d’exclusions et de formes renouvelées de domination. Nonobstant l’avis de Richard G. Zind (1978), aucune technologie n’est neutre (Goupy, 2014 ; Almazán Gómez & Luzi, 2020,). Les modèles en circulation, malgré leur prétention à l’universel sont porteurs de références culturelles et de cadres cognitifs particuliers. Ils privilégient des sources et des cadres normatifs propres à leur univers symbolique et social. Tant et si bien que lorsqu’on adopte une technologie, on adopte par le fait même, qu’on le sache ou non, la culture, les références, les pratiques induites… de son fabricant. Bien entendu, tout dépend ensuite du comportement de l’agent. Soit, il l’intègre et l’érige en modèle absolu ou type-idéal, sans le discuter. Soit, il se l’approprie en en détournant les usages et les fonctions ou plus fondamentalement en le recréant à partir de ses propres références culturelles, ses cadres cognitifs, et/ou à partir de ses besoins et ses attentes spécifiques. Quoi qu’il en soit, il ne faut pas perdre de vue que tout modèle, qu’il soit descriptif, normatif-analytique, type-idéal ou purement normatif à imiter, selon les catégories de Jean-François Ménard (2006), aspire à s’imposer comme modèle de référence, même, et à plus forte raison, en situation de concurrence. Mais l’on sait aussi que, qu’on le veuille ou non, l’adoption d’un modèle implique toujours aussi des déviances et des appropriations. On assiste souvent à une reconstruction initiale puis à un éloignement (Darbon, 2009) au point où le modèle importé devient ni plus ni moins « *the way we do things here* », comme le souligne Richard Rose (1991, 29).

Les approches critiques issues des pensées postcoloniale et décoloniale permettent d’éclairer ces ambivalences. Se plaçant du point de vue des logiques globales liées à la régulation politique et sociale favorisée par le transfert de modèles, elles révèlent la persistance de mécanismes de domination hérités de l’histoire coloniale participant de la mise en forme des représentations sociales par la fabrique sociale locale et, à ce titre, contribue à la cannibalisation des modèles locaux. Appliquée au domaine du numérique et de l’IA, la pensée décoloniale invite à voir reproduites dans les infrastructures numériques, ces logiques à l’œuvre dans l’extractivisme des données, la concentration algorithmique, la gouvernance des plateformes (Quijano, 2000 ; Mignolo & Walsh, 2018). La fracture numérique, loin de se réduire à une question d’accès technique, renvoie à des inégalités culturelles, linguistiques et épistémiques qui maintiennent des populations entières à la marge des dispositifs numériques (Oyedemi & Choung, 2020).

La pensée décoloniale montre en même temps que ces technologies ne sont pas uniquement des instruments de reproduction des hiérarchies globales. Elles constituent également des espaces de réinvention et de résistance. Dans de nombreux contextes, des initiatives citoyennes et communautaires mobilisent le numérique pour défendre des savoirs locaux, réaffirmer des identités culturelles et expérimenter des formes alternatives de gouvernance. L’activisme numérique, les radios communautaires, les réseaux citoyens ou encore les usages créatifs des plateformes témoignent de la capacité des acteurs à détourner et se réapproprier le numérique (Castells, 2012 ; Escobar, 2018).

L’innovation frugale (Radjou, Prabhu & Ahuja, 2012), qui s’appuie sur la créativité contextuelle et les ressources locales, illustre cette réinvention. Qu’il s’agisse des Fab Labs africains (Nkoudou, 2022), des systèmes de paiement mobile ou des cartographies participatives autochtones (Damome, Akam et Kiyindou, 2019), ces pratiques montrent que d’autres formes de technologies, adaptées aux contextes et pensées pour les besoins des communautés, sont possibles (Kiyindou, Damome et Akam, 2022).

Enfin, la question de l’éducation et de la transmission critique des savoirs demeure centrale. Inspirées par les pédagogies critiques (Freire, 2013), des pratiques éducatives et participatives visent à dépasser une vision techniciste pour développer une appropriation réflexive et émancipatrice du numérique. Loin d’un simple apprentissage technique, il s’agit de construire une capacité collective à interroger les logiques de surveillance, de dépendance et d’exclusion, et à imaginer des alternatives (Santos, 2011).

Ce colloque se propose d’explorer ces tensions, en croisant approches critiques, études de terrain et perspectives théoriques sur l’intelligence artificielle, les technologies numériques et leurs usages dans la communication, la gouvernance et le développement.

**Axes thématiques**

Les propositions pourront s’inscrire dans les axes suivants :

1. **Gouvernance, circulation des savoirs, souveraineté des données**

Cet axe interroge dans un premier temps la manière dont les technologies numériques façonnent les régimes de gouvernance et participent à la hiérarchisation ou à la circulation des savoirs. Les plateformes globales, dominées par quelques multinationales, exercent consciemment ou inconsciemment un pouvoir de sélection et de visibilité qui contribue à l’invisibilisation de savoirs locaux, de langues minoritaires ou de récits alternatifs. Dans le même temps, des expériences communautaires de gouvernance numérique montrent que des modèles de circulation des savoirs plus horizontaux sont possibles. Les communications pourront explorer la tension entre hégémonie et alternatives dans les politiques, dispositifs et infrastructures du numérique.

La fracture numérique dont il est question ne se réduit pas à l’infrastructure (accès à Internet, aux équipements), elle recoupe aussi des inégalités culturelles, linguistiques et épistémiques. Les technologies globales sont souvent conçues sans prise en compte des réalités locales, contribuant à marginaliser des communautés entières. Cet axe explore donc également comment ces fractures renforcent des exclusions déjà héritées du colonialisme. Les communications pourront également montrer comment des initiatives éducatives, culturelles ou citoyennes cherchent à réduire les inégalités. Les communications pourront, par exemple, analyser la faible connectivité dans les écoles rurales, l’absence de contenus numériques dans certaines langues, ou encore l’impact de l’exclusion numérique sur la participation civique et culturelle.

Cet axe invite par ailleurs à interroger les enjeux de souveraineté numérique : comment redonner aux communautés et aux États la maîtrise de la collecte, du stockage et de l’exploitation des données ? L’on peut regretter ce qui est appelé « colonialité des données » c’est-à-dire la captation massive des traces numériques par des acteurs globaux, souvent au détriment des pays du Sud. Cette situation pose un double problème : d’une part, elle limite la capacité des pays concernés à développer leurs propres stratégies de valorisation des données ; d’autre part, elle alimente une dépendance structurelle vis-à-vis d’acteurs privés transnationaux qui imposent leurs normes, leurs infrastructures et leurs logiques commerciales. Il s’agit donc de réfléchir à la mise en place de cadres de gouvernance qui garantissent la protection des données personnelles, la transparence des usages et l’accès équitable aux ressources numériques. Cela suppose aussi d’investir dans des infrastructures locales – centres de données, solutions de cloud souverain, réseaux sécurisés – qui soient adaptées aux contextes culturels, linguistiques et socio-économiques des pays du Sud. Quelles alternatives locales émergent pour construire des infrastructures respectueuses des droits, de l’éthique et des besoins locaux ?

1. **Épistémologies et pédagogies critiques du numérique**

Cet axe s’intéresse au dépassement de la vision techniciste de l’apprentissage numérique pour développer des capacités critiques, permettant d’interroger les logiques d’exclusion, de surveillance et de domination. Il invite à la réflexion à des pratiques éducatives et de recherche qui rendent les communautés actrices dans l’appropriation technologique. Les communications pourront analyser des expériences d’éducation populaire, d’universités communautaires ou de dispositifs participatifs de formation, où le numérique devient outil de conscientisation et de libération.

Mais cet axe vise également à susciter une réflexion autour des savoirs situés. Partant du constat des risques liés à la reproduction des biais culturels, linguistiques et sociaux, de surveillance accrue et d’extractivisme des données, il s’agit d’interroger les logiques d’inégalités et de marginalisation et en même temps que les formes de résistances et d’appropriations critiques du numérique et de l’IA. Il invite à explorer les alternatives possibles vers une IA éthique qui intègre des épistémologies et des valeurs issues des Suds. Les communications pourront porter aussi bien sur des approches théoriques que sur des études de cas, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la santé, de l’éducation, de la culture ou des mobilisations citoyennes.

1. **Innovation frugale et technodiversité**

L’innovation frugale désigne la capacité à inventer des solutions efficaces dans des contextes de ressources limitées, souvent à travers le recyclage, le bricolage ou les pratiques collectives d’ingéniosité. Cet axe met en valeur des expériences comme les Fab Labs, les systèmes de paiement mobile ou encore les cartographies participatives autochtones. Ces pratiques permettent de repenser le numérique à partir des besoins situés et d’inscrire la technologie dans une logique d’autonomie, de justice sociale et de créativité populaire. Les communications pourront aborder ces initiatives comme des alternatives crédibles au modèle dominant d’innovation capitalistique et énergivore.

1. **Activismes et résistances numériques**

Les technologies numériques sont aussi utilisées comme instruments de résistance et de mobilisation politique. Cet axe s’intéresse aux pratiques d’activisme numérique qui mobilisent les réseaux sociaux pour contester les pouvoirs établis, revendiquer des droits ou construire de nouvelles formes de subjectivité collective. Il met également en lumière les stratégies de détournement ou d’infra-politique qui permettent à des groupes marginalisés d’utiliser le numérique comme espace de communication autonome, hors des logiques dominantes. Les contributions pourront analyser ces expériences comme des formes d’appropriation du numérique, productrices de contre-discours et de nouvelles pratiques de gouvernance citoyenne.

1. **Cultures, savoirs endogènes et anthropologie de l’IA : pouvoirs, résistances et imaginaires**

Cet axe propose d’interroger les usages de l’intelligence artificielle et des technologies numériques dans les domaines de la culture, des pratiques anthropologiques et des savoirs endogènes. Il s’agit de comprendre comment l’IA reconfigure la production culturelle, les dynamiques sociales et les formes de connaissance locales, tout en suscitant des résistances et de nouveaux imaginaires. Sur le plan culturel, l’IA transforme les modes de création et de diffusion des œuvres, tout en soulevant le risque d’une homogénéisation des imaginaires, comme l’ont montré Lev Manovich (2001) dans ses travaux sur la culture numérique et Shoshana Zuboff (2019) sur l’économie de la surveillance.

Dans une perspective anthropologique, il convient d’examiner comment les communautés locales s’approprient, détournent ou résistent aux usages imposés des technologies, rejoignant ainsi les approches de Clifford Geertz (1973) sur l’interprétation des cultures et de Tim Ingold (2011) sur l’anthropologie du vivant. Les innovations liées à l’IA rencontrent également les savoirs endogènes. Achille Mbembe (2020) et Souleymane Bachir Diagne (2011) insistent sur l’importance de penser des hybridations entre techniques contemporaines et pratiques traditionnelles (santé, agriculture, artisanat, rituels), ouvrant la voie à une réflexion sur des épistémologies africaines et situées.

Cet axe se veut aussi critique. Dominique Cardon (2015), Cathy O’Neil (2016) et Ruha Benjamin (2019) ont montré combien les algorithmes peuvent reproduire des biais, renforcer les inégalités et alimenter la surveillance. Pourtant, ces mêmes outils peuvent aussi servir à imaginer des alternatives éthiques, inclusives et locales.

Enfin, l’IA engage des prospectives et des imaginaires. Donna Haraway (1991) et Yuk Hui (2016) nous invitent à penser des futurs technologiques pluriels, non réductibles à une vision occidentalo-centrée, mais ouverts aux récits endogènes et aux mythologies locales. Ainsi, cet axe propose de croiser les regards sur l’IA à partir des cultures, savoirs endogènes et pratiques anthropologiques, afin d’en révéler les pouvoirs, les résistances et les horizons d’innovation.

**Modalités de soumission**

Les propositions de communication d’environ 3000 signes, hors bibliographie, devront être soumises au plus tard le 30 décembre 2025. Elles doivent préciser l’axe thématique choisi, le cadre disciplinaire et théorique mobilisé, les questions de recherche, la méthodologie et, le cas échéant, les terrains étudiés.

Chaque soumission devra également comporter les éléments suivants : nom et prénom de l’auteur, adresse électronique, statut académique ou professionnel, affiliation institutionnelle, une notice biographique d’environ cinq lignes, le titre de la communication ainsi qu’une liste de mots-clés.

**Calendrier**

30 décembre 2025 : date limite d’envoi des propositions à l'adresse <https://iatnpri.sciencesconf.org>

20 janvier 2026 : date de notification de la décision aux auteurs

**Informations pratiques**

Le colloque est prévu le **20, 21 et 22 mai 2026 à Bordeaux**

Une publication collective de textes issus des discussions lors du colloque est prévue.

L’inscription au colloque se fera à partir du 1er février 2026 sur<https://iatnpri.sciencesconf.org>

Des frais de participationsont prévus en fonction de votre statut, de votre provenance et de la modalité de votre participation

**Contact**

Etienne Damome

[etienne.damome@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:etienne.damome@u-bordeaux-montaigne.fr)

**Comité scientifique**

Agbobli Christian, Université du Québec à Montréal, Canada

Akam Noble, Université Bordeaux Montaigne, France

Amador Bautista Rocío, Universidad Nacional Autónoma de México, Mexico

Anaté Kouméalo, Université de Lomé, Togo

Bogui Jean-Jacques, Université Houphouët Boigny de Cocody, Côte d’Ivoire

Cabedoche Bertrand, Université de Grenoble, France

Cyrulnik Natacha, Université Aix-Marseille, France

Darmawan Deni, University Pankasira, Indonesia

Deneuville Allan, Université Bordeaux Montaigne, France

Ekambo Jean Chrétien, Université de Kinshasa, RDC

Faisal Bakti Andi, Universitas Pancasila Jakarta, Indonesia

Gardère Elizabeth, Université de Bordeaux, France

Halimi Suzy, Université Paris Sorbone Nouvelle, France

Herra Agilar Miriam, Universidad Autónoma de Querétaro, Mexique

Kane Aminata, EBAD-Université Cheik Anta Diop de Dakar, Sénégal

Kazadi Dikanga Jean Marie, Université de Lubumbashi, République Démocratique du Congo

Kemly Camacho, Université de San José, Costa Rica

Kiriya Ilia, Université de Grenoble, France

Kiyindou Alain, Université Bordeaux Montaigne, France

Laborde Aurélie, Université Bordeaux Montaigne, France

Lakel Amar, Université Bordeaux Montaigne, France

Lehmans Anne, Université de Bordeaux, France

Lenoble-Bart Annie, Université Bordeaux Montaigne, France

Liquète Vincent, Université de Bordeaux, France

Manuel Alexandro Gerrerro, Universidad Iberoamericana, Mexique

Mustapha El Hadi Widad, Université de Lille, France

Naji Jamal Eddine, Université de Rabat, Maroc

Ndiaye Marième Pollèle, Université Gaston Berger, Sénégal

Nsude Ifeyinwa, Ebonyi State University, Nigeria

Pascal Catherine, Université Bordeaux Montaigne, France

Pate Umaru, Université de Maiduguri, Nigéria

Perez Da Silva Babo Isabel Maria, Université Lusophone de Porto, Portugal

Pinède Nathalie, Université Bordeaux Montaigne, France

Regad Halima, Université Abdelhamid Ibn Badis Mostaganem, Algérie

Rico de Sotelo Carmen, Université du Québec à Montréal, Canada

Rodriguez Wanguemert Carmen, Université de la Laguna, Espagne

Rouissi Soufiane, Université Bordeaux Montaigne, France

Salles Chloë, Université de Grenoble, France

Sonhaye Sabin, Université de Lomé, Togo

Tchehouali Destiny, Université du Québec à Montréal, Canada

Turki Ramzi, Université de Sfax, Tunisie

Viallon Philippe, Université de Strasbourg, France

Yao Baglo Namoin, Université de Lomé, Togo

**Comité d’organisation**

Abdoul Diop Saidou

Aidoudi Lamia

Baldé Mountaga Mamadou

Capo Chichi Gilbert

Damome Etienne

Diallo Fatoumata

Dok-Kwadda Eric

Fagade Carole

Guinez BadillaNatalia

Kaninda Tshitwala Lynda

Koffi Atta Mensah

Lowento Ken

Mourroux Mélissa

Moukala Nguimbi Franck Gordan

Nganga Ida

Noukafou Augustin

Nzi Jérémie

Sossou Etienne

Tégami Amyn

Témadji Rémi

Todo Alipui Joël

UISTAM (Diaby Moustapha Ben Ismaila)

Association Monarch Intelligence (Jean-Yves Mougeolle)

**Bibliographie indicative**

Achille, M. (2020). *Critique de la raison nègre*. (3ᵉ éd.). La Découverte.

Almazán Gómez, A. ; Luzi, J. (2020). La non-neutralité de la technologie. *Écologie & politique*, Vol.61 (2), p. 27-43.

Appadurai, A. (1996). *Modernity at large : Cultural dimensions of globalization*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Cardon, D. (2015). *La démocratie internet : promesses et limites*. Paris, Seuil.

Castells, M. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge : Polity Press.

Damome, E., Akam, N., Kiyindou, A. (dir.). *Systèmes connectés, données et économie numérique dans l’espace francophone*. L’Harmattan, 2019.

Darbon, D. (2009). *La politique des modèles en Afrique. Simulation, dépolitisation et appropriation*. Paris, Karthala-MSHA.

De Certeau, M. (1980). *L’invention du quotidien. Tome 1 : Arts de faire*. Paris : Gallimard.

Diagne, B. (2011). *Africanity: Between universalism and particularism*. Fordham University Press.

Escobar, A. (2018a). *Designs for the pluriverse: Radical interdependence, autonomy, and the making of worlds*. Durham : Duke University Press.

Freire, P. (2013). *Pédagogie des opprimés*. Paris : La Découverte.

Geertz, C. (1973). The interpretation of cultures. Basic Books.

Goupy, M. (2014). La bienveillante neutralité des technologies d'espionnage des communications : le cas tunisien. *Cultures & conflits*, n° 04 (93), p. 109-124.

Haraway, D. (1991). *Simians, cyborgs, and women: The reinvention of nature*. Routledge.

Hui, Y. (2016). *The question concerning technology in China: An essay in cosmotechnics*. . Open Humanities Press.

Ingold, T. (2011). *Being alive: Essays on movement, knowledge and description*. Camborge: Routledge.

Kiyindou, A., Damome, E., Akam. N. *Intelligence Artificielle. Questions éthiques et enjeux socioéconomiques*. Paris, L’Harmattan, 2022.

Manovich, L. (2001). *The Language of New Media*. Massachusetts-London, England: The MIT Press Cambridge .

Ménard, J.-F. (2006). Le modèle unique « d’État en question ». Revue Internationale de Politique Comparée. Vol. 13, n° 4, p. 681-696.

Mignolo, W. D. (2015). *La désobéissance épistémique : Rhétorique de la modernité, logique de la colonialité et grammaire de la décolonialité* (1ʳᵉ éd. Argentine 2011, p. 39). Bruxelles : Peter Lang.

Mignolo, W. D., & Walsh, C. (2018). *On decoloniality: Concepts, analytics, praxis*. Durham: Duke University Press.

Nkoudou, T. H. M. (2022). High-stake conditions to catalyse local sustainable development through Fablabs in Africa. In *Handbook of Innovation & Appropriate Technologies for International Development* (pp. 222-239). Edward Elgar Publishing.

O’Neil, C. (2016). *Weapons of math destruction: How big data increases inequality and threatens democracy*. Crown.

Oyedemi, T. D., & Choung, M. (2020). Digital inequality and youth unemployment. *Communicatio : South African Journal for Communication Theory and Research, 46*(2), 199–215. https://doi.org/10.1080/02500167.2020.1821738

Perriault, J. (2002). *La logique de l’usage : Essai sur les machines à communiquer*. Paris : L’Harmattan.

Quijano, A. (2000). Coloniality of power, Eurocentrism, and Latin America. *Nepantla: Views from South, 1*(3), 533–580.

Radjou, N., Prabhu, J., & Ahuja, S. (2012). *Jugaad innovation: Think frugal, be flexible, generate breakthrough growth*. San Francisco : Jossey-Bass.

Roberts, J. S., & Montoya, L. N. (2023). *In consideration of Indigenous data sovereignty: Data mining as a colonial practice*. *ArXiv*.

Rose, R. (1991). What is Lesson-Drawing? *Journal of Public Policy*, vol. 11, Issue 1, p. 3-30.

Ruba, B. (2019). *Race after technology: Abolitionist tools for the new Jim code*. Polity Press.

Santos, B. de S. (2011). *Epistemologies of the South: Justice against epistemicide*. Boulder : Paradigm Publishers.

Scott, J. C. (1990). *Domination and the arts of resistance: Hidden transcripts*. New Haven : Yale University Press.

Smith, L. T. (2012). *Decolonizing methodologies: Research and Indigenous Peoples* (2ᵉ éd.). London : Zed Books.

Spivak, G. C. (1988). Can the subaltern speak? In C. Nelson & L. Grossberg (Eds.), *Marxism and the interpretation of culture* (pp. 271–313). Chicago: University of Illinois Press. *(Traduction française: Spivak, G. C. (2006). Les subalternes peuvent-elles parler ? (J. Vidal, Trad.). Paris : Éditions Amsterdam.)*

Stepanova, E. (2011). *The role of information communication technologies in the ‘Arab Spring’:* *Implications beyond the region* (Policy Memo No. 159). PONARS Eurasia.

Zind, R. G. (1978). L’hypothèse hicksienne de neutralité technologique : analyse et estimation. *Actualité économique* n° 10, Vol.54 (4), p. 531-538.

Zuboff, S. (2019). *The age of surveillance capitalism: The fight for a human future at the new frontier of power*. Public Affairs.